Extrait du Alger républicain
https://www.alger-republicain.com/LA-COPAM-ET-L-ADOPTION-DE-LA.html

La COPAM et l'adoption de la feuille de route par l'Assemblée nationale

- Chroniques et opinions - MALI - Journal Sanfin La Nuée -

Date de mise en ligne : dimanche 24 février 2013

Description :

Pendant 1825 jours, l'Assemblée Nationale du Mali a voté toutes les lois du Mali....
... Elle n'a été qu'un « *appareil voteur* » et une chambre d´enregistrement ; elle a ainsi trahi le peuple et desservi son propre gouvernement en n'ayant pas su être un contrepoids et un organe de contrôle à un gouvernement incompétent !

Bamako, le 7 Février 2013

P/ LA COPAM Le Président

Copyright © Alger républicain

Pr. Younouss Hamèye DICKO

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Pendant 1825 jours, l'Assemblée Nationale du Mali a voté toutes les lois du Mali dont celle du Code de la famille qui mit 50.000 Maliens, en colère, au stade du 26 Mars, pendant que les hauts responsables de l'état et du gouvernement créèrent le vide à Bamako, qui au Canada, qui à Tripoli, qui à Paris, mais aucun au village dans le Mali profond. Elle a aussi voté la loi relative au découpage administratif du territoire qui consacra l'Azawad en transformant la majorité démographique de la boucle du Niger en minorité démocratique.
Elle a également voté le projet de constitution qui voulut remplacer la Constitution de notre pays par une loi non fondamentale à base ethnique et à valeurs non partagées.

Elle n'a été qu'un « *appareil voteur* » et une chambre d´enregistrement ; elle a ainsi trahi le peuple et desservi son propre gouvernement en n'ayant pas su être un contrepoids et un organe de contrôle à un gouvernement incompétent !

Au même titre que le gouvernement, elle est responsable des Accords d'Alger, de l'abandon des régions du Nord, de l'installation de tous les intégrismes et du narcotrafic dans le septentrion. Plus que le gouvernement, elle est d'intelligence avec la rébellion constituée par ses élus, députés, conseillers nationaux, maires et conseillers municipaux qui continuent encore d'émarger, avec sa complicité au budget national et de prendre les armes contre la patrie.

Le 22 Mars 2012, son régime s´écroule à la suite d'une « *mutinerie* ». Le fonctionnement des institutions est rompu. Le Front pour la Démocratie et la République (FDR) et la CEDEAO bloquent notre pays avec une hargne antinationale inégalée. Le couple CEDEAO-FDR obtient des militaires la signature de l'Accord Cadre du 6 Avril 2012 qui donna une prime à l'Assemblée Nationale en la prolongeant sine die pour récompenser son travail de trahison de notre nation. **L'Assemblée Nationale a terminé son mandat de 5 ans (1825 jours) ; elle totalise aujourd'hui 2007 jours, soit 5 ans et 6 mois. Elle est donc illégitime depuis 6 mois en se référant à notre constitution.**

Cette Assemblée Nationale n'a donc d'autre source d´existence que l'Accord Cadre qu'elle vient de violer en adoptant impudiquement et arrogamment la Feuille de Route de la Transition qui ne peut être adoptée, selon l'Accord Cadre, que par la Concertation Nationale. La nation comprend aujourd'hui que le trio CEDEAO-FDR-AN constitue le plus grand danger démocratique pour notre pays. Depuis 2002, le duo néfaste FDR-AN a détruit notre nation, l'a fraudée, humilié, corrompue et trahie.

A travers la Feuille de Route illégale et illégitime, l'État d'Urgence prolongé pour trois mois, le FDR-AN s'apprêtent à refaire main basse sur nos institutions pour continue à semer la fraude, l'achat des consciences et la corruption dans notre pays, à travers des élections bâclées.

La Communauté Internationale et même la CEDEAO commencent à comprendre de plus en plus que le FDR et son clan sont disqualifiés et ne peuvent prétendre revenir gouverner le Mali, malgré l'argent mal acquis. Le peuple malien, lui, ne le permettra pas car il a compris que ce clan n'a fait que desservir et perdre ce pays depuis au moins dix ans.

La COPAM, forte du soutien de notre peuple, oeuvrera pour la renaissance de notre nation, luttera pour la tenue des concertations nationales avant les élections. Si la CEDEAO et la Communauté Internationale forçaient le Mali à tenir des élections bâclées, c'est qu'elles veulent aider le FDR et son clan à garder le pouvoir contre la volonté de notre peuple et la COPAM reste à côté de notre peuple et du CHANGEMENT.

Bamako, le 7 Février 2013

Copyright © Alger républicain

P/ LA COPAM Le Président

Pr. Younouss Hamèye DICKO

Sanfin /La Nuée - Nouvelle Série N°58 Février 2013.

Copyright © Alger républicain